

Un nouveau texte de Philippe Labbé : Compte-rendu de la délibération du jury à la suite de l'oral de Mme Pénicaud répondant à une question de M. Bernard Perrut concernant le projet de fusion entre les Missions locales et Pôle emploi.

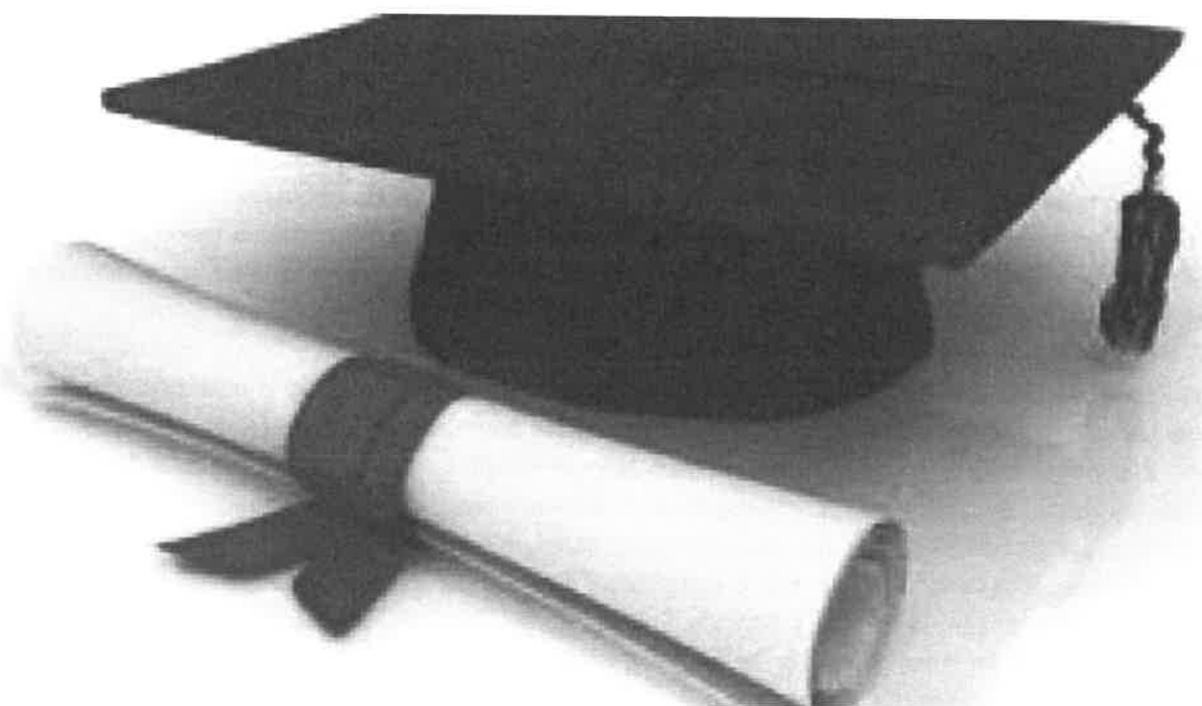
PHILIPPE LABBÉ  05/11/2018

 [_ \(url:https://www.facebook.com/share.php?u=https://blogs.alternatives-economiques.fr/abherve/2018/11/05/un-nouveau-texte-de-philippe-labbe-compte-rendu-de-la-deliberation-du-jury-a-la-suite-de-l-oral-de-mme-penicaud-repondant-a-une-question-de-mbernard-perrut\)](https://www.facebook.com/share.php?u=https://blogs.alternatives-economiques.fr/abherve/2018/11/05/un-nouveau-texte-de-philippe-labbe-compte-rendu-de-la-deliberation-du-jury-a-la-suite-de-l-oral-de-mme-penicaud-repondant-a-une-question-de-mbernard-perrut)

 [_ \(url:https://twitter.com/intent/tweet?url=https://blogs.alternatives-economiques.fr/abherve/2018/11/05/un-nouveau-texte-de-philippe-labbe-compte-rendu-de-la-deliberation-du-jury-a-la-suite-de-l-oral-de-mme-penicaud-repondant-a-une-question-de-mbernard-perrut\)](https://twitter.com/intent/tweet?url=https://blogs.alternatives-economiques.fr/abherve/2018/11/05/un-nouveau-texte-de-philippe-labbe-compte-rendu-de-la-deliberation-du-jury-a-la-suite-de-l-oral-de-mme-penicaud-repondant-a-une-question-de-mbernard-perrut)

 [_ \(url:#\)](#)

 [_ \(url:#\)](#)



Notre ami **Philippe Labbé** commente la réponse de la ministre du Travail à **Bernard Perrut**, député LR du Rhône lors de la séance de la commission des affaires sociales qui a examiné le 30 octobre 2018 le projet de budget 2019 de la mission Travail et Emploi. Le compte-rendu n'étant pas rédigé, ce qui est fort détestable, il se fonde sur la vidéo de la séance consultable [ici \(url:https://www.facebook.com/bernardperrut1/videos/2194064494252355/?_tn=-R\)](https://www.facebook.com/bernardperrut1/videos/2194064494252355/?_tn=-R)

Appréciation générale du jury

De l'avis général, la candidate Pénicaud n'a pas été convaincante. Le jury a noté que, sous couvert d'efficacité, elle proposait un montage imprécis, l'usage de la notion d'« expérimentation » ne suffisant pas à justifier cette imprécision... D'autre part, cette soutenance a souffert d'une préparation insuffisamment robuste. Ainsi, par exemple, l'impétrante

semble avoir totalement oublié les leçons de l'histoire, pourtant pas si ancienne, telles que la territorialisation des politiques de l'emploi, les maisons de l'emploi, les conventions de partenariat et de co-traitance, les agents de Pôle emploi auparavant mis à disposition dans les Missions locales, etc. L'hypothèse d'une fusion, à ce stade très imprécise et même étonnante métaphoriquement (« ombrelle »), ne se fonde que sur des présupposés et des allégations que la candidate n'étaye d'aucune donnée factuelles (combien de demandes d'élus ?), pas plus que de corpus théorique (aucune référence aux rapports IGAS, IGF, Iborra...) même si le paradigme théorique d'un néolibéralisme est univoque.

En conséquence et à l'unanimité, le jury suggère à l'impétrante de revoir sa copie afin de proposer un scénario d'évolution permettant aux acteurs concernés, ici les Missions locales et Pôle emploi, d'améliorer chacun la qualité de leur travail singulier tout en renforçant en bonne intelligence leurs coopérations. Plutôt que de fusion génératrice de confusion, il est demandé à Mme Pénicaud de travailler l'hypothèse de Missions locales « **guichets uniques de la politique territoriale jeunesse** » et d'apporter à celles-ci des garanties du bon exercice de cette orientation en étroite relation avec les collectivités locales.

Détail des observations

« Une prise en charge globale était une excellente idée »... Mme Pénicaud, qui se range sous l'ombre tutélaire de **Bertrand Schwartz** en revendiquant avoir été directrice de Mission locale (deux ans, à Metz... à relativiser : six ans comme DGA de *Dassault Systèmes*, six ans également comme DRH de *Danone*), a sans doute oublié un de ses enseignements majeurs qui distinguait *l'intervention sociale*, dans laquelle les Missions locales s'inscrivent, du *travail social* à partir de cette – juste – différence : « *Le travail social prend en charge, l'intervention sociale prend en compte* ». Ceci expliquant cela, lorsque furent créées les Missions locales, celles-ci n'ont pas été considérées comme une énième structure avec la spécificité « jeunes » mais comme une mise en réseau des ressources du territoire. A ce titre, il aurait par exemple été judicieux, alors que l'impétrante justifie l'option de fusion à partir de la décision des « acteurs locaux », qu'elle rappelle que précisément les Missions locales furent dès leur création conçues comme des structures totalement décentralisées, issues de la volonté et de l'engagement de ces mêmes acteurs locaux. Cette conception réticulaire et décentralisée perdurera d'ailleurs assez longtemps puisque, dans la Charte de 1990, document central des valeurs et des missions des Missions locales, ces dernières sont appelées « les partenaires ». Subséquemment, l'évocation du nom de Bertrand Schwartz apparaît plus comme un procédé rhétorique que comme une réelle filiation théorique, d'autant plus que l'opinion convergente de tous les membres du jury, même si malheureusement il n'est pas possible de faire témoigner M. Schwartz, est que celui-ci aurait été vent debout contre ce projet de fusion.

En fait, Mme Pénicaud reprend à son compte l'hypothèse de Philippe Seguin qui, occupant le même poste ministériel au moment de la cohabitation, souhaitait supprimer les Missions locales pour intégrer une partie de leurs personnels dans les directions départementales du travail et de l'emploi afin de constituer des services jeunesse... et, ce faisant, abandonner la conception systémique de l'approche globale. Si celle-ci « était » une excellente idée, est-ce à dire que cet imparfait signifie qu'elle ne l'est plus ? Car qui peut croire que, dans une idéologie dominée par l'économie, fusionner les Missions locales et Pôle emploi n'aboutirait pas à marginaliser le social, à considérer comme « périphériques » les questions de santé, de logement, de culture ? Sans doute l'impétrante est-elle à l'abri du besoin et n'aura-t-elle jamais l'occasion de vérifier que le logement, lorsqu'on en est privé, n'a rien de secondaire ; que la mobilité, lorsqu'on n'a ni chauffeur, ni voiture, ni permis, n'est pas accessoire...

« Lorsqu'on parle de rapprochement avec Pôle emploi, de quoi parle-t-on ? La première, c'est la coopération. {...} On ne peut pas avoir deux éléments du service public de l'emploi qui mettent pas tout au service... » On s'étonne d'un plaidoyer pour une coopération entre Pôle emploi et les Missions locales alors que celle-ci a existé de tous temps, Pôle emploi (auparavant l'ANPE) étant présents dans les conseils d'administration, de multiples conventions (« de partenariat », de « cotraitance », etc.) jalonnant l'histoire de ces deux entités... L'impétrante pourrait avec bénéfice consulter...

- Le rapport d'information présenté par M. Dominique Tian sur la mise en application de la loi n° 2008126 du 13 février 2008 relative à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi (Assemblée nationale, n° 1651) où il est indiqué, précisément, que M. Perrut, président du CNML, avait remis au secrétaire d'Etat chargé de l'emploi Laurent Wauquiez trente propositions « *pour déterminer la place des Missions locales au sein du service public de l'emploi, en particulier leur coopération avec Pôle emploi.* » (pp. 2324, souligné par nous).
- Le rapport du CNML en réponse à la commande de Mme la ministre Christine Lagarde, Une nouvelle coopération entre le réseau des Missions locales et Pôle emploi » (mars 2009) où il est écrit : « *Réaffirmer le positionnement du réseau {des Missions locales} et de son offre de service comme l'opérateur principal de l'accompagnement des jeunes ayant besoin d'un appui dépassant le cadre de l'emploi. {...} Inscrire la cotraitance, le partenariat renforcé et les relations entre les Missions locales et Pôle emploi dans une démarche qualité.* » (p. 6, souligné par nous)

« ... parce que les conseillers entreprise ils sont à Pôle emploi, la connaissance des offres d'emploi elle est à Pôle emploi... » Par ailleurs, Mme Pénicaut doit ignorer que beaucoup de Missions locales se sont organisées de longue date pour disposer de professionnels chargés de relations entreprises... Une enquête de terrain aurait permis d'éviter cette méconnaissance.

Quant à la connaissance des offres d'emploi, Mme Pénicaut pourrait relire avec bénéfice le rapport d'information parlementaire *Pôle emploi et le service public de l'emploi* présenté par la Rapporteuse Mme Monique Iborra (n° 1107, 5 juin 2013) où il est écrit que Pôle emploi avait enregistré en 2012 3,05 millions d'offres d'emploi, « *ce qui représente seulement 16% des déclarations uniques d'embauche* » (p. 101). Subséquemment, une connaissance de la dynamique d'emploi est bien entendu à rechercher via un partenariat avec Pôle emploi mais ne peut s'y limiter et doit être recherchée auprès de l'URSAFF avec les DPAE, voire dans les annonces du *Bon Coin*, en tout cas dans les diagnostics socioéconomiques de leurs territoires que les Missions locales doivent réaliser et actualiser conformément aux instructions multiples des Protocoles 2000, 2005 et 2010 (cosignés par l'Etat, l'ARF, l'ADF et l'AMF) et des circulaires DGEFP.

Par ailleurs, ce même rapport parlementaire préconise aussi un regroupement des structures mais non pas entre Pôle emploi et les Missions locales mais entre celles-ci, les PLIE et les écoles de la 2^{ème} chance « *qui seraient appelés à travailler ensemble sous une même enseigne telle que « Service public d'insertion pour l'emploi* » (proposition n° 2, p. 32).

« *La Mission locale s'il elle n'a pas {incompréhensible} elle a pas les leviers pour amener les jeunes à l'emploi. Donc d'abord la coopération, je dirais, n'est pas une option pour moi.* » Que les Missions locales ne disposent pas des moyens pour insérer professionnellement les jeunes surprend : pourquoi, à ce moment, leur confier la Garantie Jeunes et, auparavant, les emplois d'avenir, le CIVIS, TRACE, PAQUE... ? Dans un souci d'objectivité, l'impétrante aurait dû également faire état des multiples avis de l'IGAS, de l'IGF, etc. qui affirment le contraire. Soit...

- Pour l'IGF (*Les Missions locales pour l'insertion professionnelle et sociale des jeunes*, rapport 2010-M019-02, juillet 2010) : « *Les conclusions de la mission tendent à conforter le modèle. En effet, sans résoudre la question du chômage des jeunes, il produit des résultats qui témoignent d'un réel potentiel pour des coûts inférieurs à ceux des dispositifs comparables ; les Missions locales remplissent largement les objectifs que l'Etat leur fixe à travers les conventions pluriannuelles qu'il conclut avec chacune d'elles ; {...} Ces performances tiennent au caractère doublement intégrateur des Missions locales, qui fait leur originalité : intégrateur de moyens : cofinancées par l'Etat et les collectivités locales, les Missions locales font la synthèse des forces économiques, associatives et sociales locales... ; intégrateur de services : les Missions locales s'attachent à intégrer l'ensemble des services locaux pour fournir aux jeunes un accompagnement global {...}, en entretenant des relations partenariales avec tous les acteurs locaux de l'insertion des jeunes.* » (pp. 1-2)
- Pour l'IGAS (*L'accès à l'emploi des jeunes des quartiers prioritaires de la politique de la ville*, rapport RM-2010-037P, juillet 2010) « *Le rôle exclusif des Missions locales doit être reconnu dans l'accompagnement jusqu'à l'emploi des jeunes en difficulté. (p. 5) Encourager le développement du rôle de placement des Missions locales par une meilleure articulation entre leurs outils et ceux de Pôle Emploi. Ce développement peut s'accompagner d'une reconnaissance par la loi qui consacrerait enfin la mise sur un pied d'égalité des deux réseaux au regard du placement. (recommandation n° 6, p. 28)* »

« *La deuxième {option} c'est ce que j'appelle le patrimoine commun, par exemple sur les systèmes d'information. Aujourd'hui, sauf cas particuliers, la Mission locale n'a pas accès directement aux offres d'emploi...* » Bis repetitas... voir supra les différents rapports. D'autre part, une excellente modalité de coopération existait qui permettait aux Missions locales l'accès aux offres de Pôle emploi : c'était les personnels mis à disposition... qui ont quasiment tous été retirés des Missions locales. Solution très simple que l'impétrante aurait pu formuler en termes de préconisation : remettre à disposition dans les Missions locales des agents de Pôle emploi.

« *Et le troisième, c'est certains élus, et je veux redire ici très solennellement que l'Etat ne fusionnera aucune Mission locale avec Pôle emploi de son initiative. Mais il y a des élus locaux, dans certains territoires, euh plutôt où ça se passe bien...* » Le jury s'est étonné de ce « *il y a des élus locaux* » alors que, d'une part, le conseiller social du Premier ministre Franck Morel a de son côté reconnu qu' « *aucune demande d'élus n'était remontée à ce jour.* » (cf. *UNML Info*, 31 octobre 2018) et que, d'autre part, les multiples réactions d'élus et d'associations d'élus (AMF) semblent contredire l'impétrante qui, prudemment, reste vague, ne cite aucune commune volontaire pour cette « *expérimentation* ». Cette imprécision ne favorise pas une adhésion, le discours de l'impétrante apparaissant plus tactique qu'objectivé. Le fait que ces demandes d'élus, énoncées sans être démontrées, proviennent de territoire « *où ça se passe bien* » ne vient guère étayer la crédibilité du propos : si ça se passe bien, pourquoi faudrait-il changer ? Par simple tropisme de changement ?

« *Mais pourquoi on fait pas une plateforme plus large, commune ? Alors évidemment une équipe dédiée jeunes et une équipe dédiée emploi, etc. mais une ombrelle commune qui nous permet de penser une stratégie locale concertée.* » Mais qu'est-ce donc que cette « *stratégie locale concertée* » ? N'était-elle pas celle des SPEL et de leurs plans d'action ? L'impétrante pense-t-elle qu'à l'échelle des territoires et depuis belle lurette des stratégies ne sont pas conçues, mises en œuvre, évaluées ? Une petite recherche dans les archives de la DGEFP, au classement « *territorialisation des politiques de l'emploi* », lui permettrait de plus que relativiser cette recette du « *nouveau monde* » : pas de chance, un membre du jury y a participé dans le cadre d'une étude nationale - parmi une pléthore d'autres études - il y a... dix-huit ans (*Politique de territorialisation des aides publiques à l'emploi : du diagnostic à la programmation*, DGEFP, 2000). Il est vrai, une vingtaine d'années c'est le vieux monde. Par charité, le jury évitera de parler de l'exemple des maisons de l'emploi, d'autres ombrelles où devaient se retrouver tous les acteurs de l'emploi et de l'insertion...

« *Moi je ne vois pas pourquoi j'interdirais à des élus locaux qui nous le proposent de le faire. Voilà. On a prévu comme ça et, dans ce cas-là, ça peut aller jusqu'à une fusion entre guillemets ou une structure-chapeau des deux.* » Revoilà l'ombrelle ! Assurément, il est beaucoup plus simple de créer une superstructure, une de plus, que de promouvoir et favoriser les partenariats... « *Des élus* », lesquels ? « *Une structure-chapeau* », quèsaco ? Le « *voilà* » et le « *on a prévu* »

comme ça » expriment une contradiction entre ce qui est mis en avant, la libre volonté des acteurs locaux, et ce que l'impétrante décide, qu'il ne sera pas possible de contester alors qu'elle devrait avoir en mémoire que, quelle que soit son obstination, « les faits sont têtus ».

« A ce moment-là, bien évidemment, il faudra que dans la gouvernance les collectivités locales soient là. » Pour mémoire, la présidence d'une Mission locale est depuis 1982 assurée par un Maire et un des quatre collèges du conseil d'administration est celui des élus. Élément de langage subséquentment superfétatoire.

« C'est de l'expérimentation. Ce n'est pas un plan d'ensemble mais je pense qu'il ne faut pas s'interdire sur certains territoires où les acteurs veulent rapprocher, non pas pour faire le plus petit dénominateur commun mais pour tirer l'avantage de l'ensemble, c'est toujours le service public de l'emploi et c'est toujours des chômeurs que l'on parle. » La notion d'expérimentation pourrait de prime abord apparaître comme démocratique et suffisante en soi... Toutefois, l'impétrante évite d'en déduire les conséquences inévitables à l'échelle d'un réseau national oeuvrant avec une mission de service public dont un des neuf critères définitoires est l'égalité de traitement car, dès lors que quelques Missions locales s'engageraient imprudemment dans une telle expérimentation, il va de soi que cet engagement signerait le démantèlement d'une branche professionnelle unifiée avec une convention collective nationale et le terme de cette mission de service public en termes de continuité territoriale et d'égalité de traitement. En résumé, l'expérimentation ne justifie rien car on peut expérimenter le pire.

« En revanche, je souhaite qu'on ne soit plus dans une logique d'objectifs et que, notamment pour aller chercher ceux qui ne viennent pas spontanément et ça c'est... tous les élus locaux sont d'accord avec ce sujet... je crois que les financeurs sont tous d'accord ». Bon, malgré son indulgence, le jury doit constater que manifestement l'impétrante s'est en conclusion écartée du sujet, pour ne pas dire qu'elle s'est emmêlée les pinceaux : on ne comprend pas très bien ce sortir d' « une logique d'objectifs » alors qu'une minute avant il fallait avoir « une stratégie concertée » (une stratégie étant un ensemble d'objectifs opérationnels), ni l'avantage des fusions pour mieux repérer les Neets, JAMO et autres « invisibles » qui ne viennent pas à Pôle emploi et alors que le premier item de la CPO est précisément le repérage de jeunes hors-champ Pôle emploi.



Les autres articles de **Philippe Labbé** publiés dans ce blog

- [Missions locales : du loup au chien. S'agenouiller ou se lever par Philippe Labbé](https://blogs.alternatives-economiques.fr/abhervé/2018/07/20/missions-locales-du-loup-au-chien-s-agenouiller-ou-se-lever-par-philippe-labbé) ([url:https://blogs.alternatives-economiques.fr/abhervé/2018/07/20/missions-locales-du-loup-au-chien-s-agenouiller-ou-se-lever-par-philippe-labbé](https://blogs.alternatives-economiques.fr/abhervé/2018/07/20/missions-locales-du-loup-au-chien-s-agenouiller-ou-se-lever-par-philippe-labbé))
- [Bonus-malus des subventions pour les Missions locales. Hors-sujet. Copie à revoir par Philippe Labbé](https://blogs.alternatives-economiques.fr/abhervé/2018/06/01/bonus-malus-des-subventions-pour-les-missions-locales-hors-sujet-copie-a-revoir-par-philippe-labbé) ([url:https://blogs.alternatives-economiques.fr/abhervé/2018/06/01/bonus-malus-des-subventions-pour-les-missions-locales-hors-sujet-copie-a-revoir-par-philippe-labbé](https://blogs.alternatives-economiques.fr/abhervé/2018/06/01/bonus-malus-des-subventions-pour-les-missions-locales-hors-sujet-copie-a-revoir-par-philippe-labbé))
- [Jeunesse en question. Questions de jeunesse. Une nouvelle contribution de Philippe Labbé](https://blogs.alternatives-economiques.fr/abhervé/2018/04/01/jeunesse-en-question-questions-de-jeunesse-une-nouvelle-contribution-de-philippe-labbé) ([url:https://blogs.alternatives-economiques.fr/abhervé/2018/04/01/jeunesse-en-question-questions-de-jeunesse-une-nouvelle-contribution-de-philippe-labbé](https://blogs.alternatives-economiques.fr/abhervé/2018/04/01/jeunesse-en-question-questions-de-jeunesse-une-nouvelle-contribution-de-philippe-labbé))
- [A Monique Dagnaud au sujet de son «plaidoyer pour un projet fou : le service national universel» : une réponse de Philippe Labbé](https://blogs.alternatives-economiques.fr/abhervé/2018/03/14/a-monique-dagnaud-au-sujet-de-son-plaidoyer-pour-un-projet-fou-le-service-national-universel-une-reponse-de-philippe-labbé) ([url:https://blogs.alternatives-economiques.fr/abhervé/2018/03/14/a-monique-dagnaud-au-sujet-de-son-plaidoyer-pour-un-projet-fou-le-service-national-universel-une-reponse-de-philippe-labbé](https://blogs.alternatives-economiques.fr/abhervé/2018/03/14/a-monique-dagnaud-au-sujet-de-son-plaidoyer-pour-un-projet-fou-le-service-national-universel-une-reponse-de-philippe-labbé))
- [En Mission locale, les mots que l'on pourrait... mieux : que l'on devrait éviter par Philippe Labbé](https://blogs.alternatives-economiques.fr/abhervé/2017/12/12/en-mission-locale-les-mots-que-l-on-pourrait-mieux-que-l-on-devrait-eviter-par-philippe-labbé) ([url:https://blogs.alternatives-economiques.fr/abhervé/2017/12/12/en-mission-locale-les-mots-que-l-on-pourrait-mieux-que-l-on-devrait-eviter-par-philippe-labbé](https://blogs.alternatives-economiques.fr/abhervé/2017/12/12/en-mission-locale-les-mots-que-l-on-pourrait-mieux-que-l-on-devrait-eviter-par-philippe-labbé))
- [A propos de l'appellation Missions locales, la réponse de Philippe Labbé](https://blogs.alternatives-economiques.fr/abhervé/2017/11/02/a-propos-de-l-appellation-missions-locales-la-reponse-de-philippe-labbé) ([url:https://blogs.alternatives-economiques.fr/abhervé/2017/11/02/a-propos-de-l-appellation-missions-locales-la-reponse-de-philippe-labbé](https://blogs.alternatives-economiques.fr/abhervé/2017/11/02/a-propos-de-l-appellation-missions-locales-la-reponse-de-philippe-labbé))
- [De la veille stratégique au projet de territoire et à la Mission locale du 3 ème type. Une contribution de Philippe Labbé](https://blogs.alternatives-economiques.fr/abhervé/2017/04/10/de-la-veille-strategique-au-projet-de-territoire-et-a-la-mission-locale-du-3-eme-type-une-contribution-de-philippe-labbé) ([url:https://blogs.alternatives-economiques.fr/abhervé/2017/04/10/de-la-veille-strategique-au-projet-de-territoire-et-a-la-mission-locale-du-3-eme-type-une-contribution-de-philippe-labbé](https://blogs.alternatives-economiques.fr/abhervé/2017/04/10/de-la-veille-strategique-au-projet-de-territoire-et-a-la-mission-locale-du-3-eme-type-une-contribution-de-philippe-labbé))

Mots-clés : [Missions locales et insertion des Jeunes](https://blogs.alternatives-economiques.fr/abhervé/mots-cles/1706) ([url:/abhervé/mots-cles/1706](https://blogs.alternatives-economiques.fr/abhervé/mots-cles/1706))